



© UNCHAD

CAMP DE RÉFUGIÉ-E-S DE DOSSEYE

Observatoire des Camps de Réfugié-e-s
Pôle Étude et Recensement des camps
Zone Afrique

VINCLAIRE Manon
Juin 2019

 **-CR**
L'OBSERVATOIRE
des camps de réfugiés

CAMP DE DOSSEYE

Localisation du camp

CONTEXTE D'INSTALLATION DU CAMP

Contexte de création du camp

Population accueillie

LE RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE

Législation

Intervention

Solutions envisagées

LA GESTION DU CAMP

Les gestionnaires du camp

Les services assurés dans le camp

ETUDE DES PRINCIPAUX PROBLEMES ET BESOINS

Insécurité alimentaire

violence et tensions

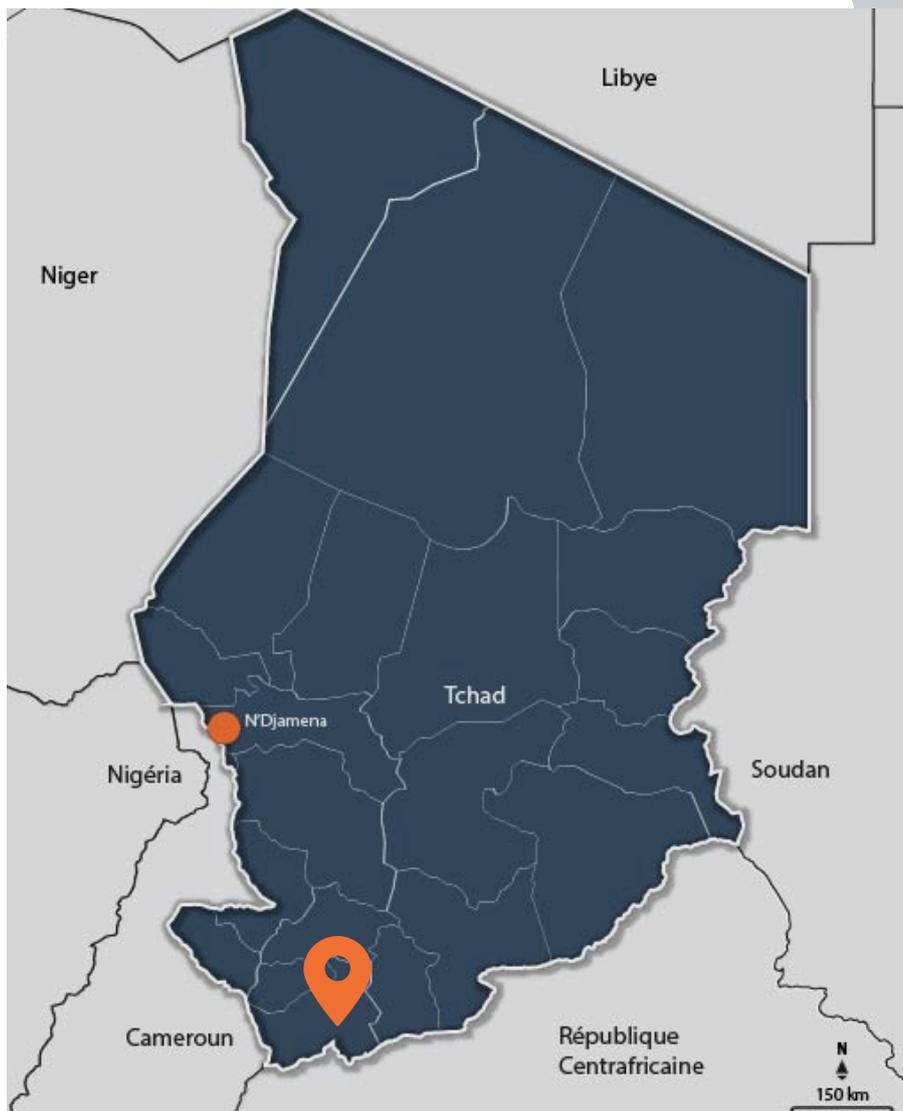
Conflit avec la population de l'Etat hôte et sécurité

SOURCES ET RÉFÉRENCES

Localisation du camp de **DOSSEYE**



LE CAMP DE DOSSEYE SE
SITUE :
Latitude Nord : 08°09'10.4"
Longitude Est : 19°29'30.2"



CONTEXTE D'INSTALLATION DU CAMP

CONTEXTE DE CRÉATION DU CAMP

Le camp de Dosseye a ouvert au Tchad en **décembre 2006**, il se situe à 70km de la frontière centrafricaine. La superficie du camp est de 350 hectares, 38% de cet espace est destiné à l'habitation [1].

Le camp de Dosseye accueille un certain nombre de réfugié-e-s centrafricain-e-s. **La première guerre civile a lieu en Centrafrique entre 2004 et 2007** [2], à la suite d'un coup d'état réalisé par François Bozizé, en 2003 [3]. Ce dernier, né au Cameroun, s'empare du pouvoir en défaisant Ange-Félix Patassé, ancien chef de l'Etat, avec le soutien de l'armée tchadienne [4]. En réaction, des groupes rebelles se forment dans le nord-est du pays et prennent notamment pour cible la ville de Birao en 2004 [5]. L'un des leaders de l'« Union des forces démocratiques pour le rassemblement » (UFDR) est Michel Djotodia. Les attaques se multiplient sur le territoire centrafricain jusqu'à la signature des **Accords de Libreville en 2008** [6].

En 2013, la milice Séléka (signifiant « coalition [7]»), composée de groupes armés musulmans (minorité peu représentée en République Centrafricaine), renverse le régime de l'ancien Chef d'Etat, François Bozizé [8]. La population civile est prise pour cible. Michel Djotodia, chef de la coalition Séléka prend le pouvoir [9]. En réaction au coup d'Etat, les groupes armés anti-balaka (signifiant « anti machette [10]»), se revendiquant comme des groupes chrétiens d'autodéfense, commettent à leur tour de nombreuses exactions violentes à l'encontre de la population civile [11].

L'exil de 2013

Cette année-là, l'éclatement du conflit avait alors déjà poussé **240 000 centrafricain-e-s** à l'exil au Cameroun et au Tchad.

L'afflux massif de ces réfugié-e-s a rapidement mis en difficulté les Organisations Non Gouvernementales (ONG) travaillant sur le terrain [12]. Les réfugié-e-s se sont déplacés au Tchad par avions, camions et à pied [13]. La route était dangereuse en raison des attaques des milices et embuscades. Toutefois, un certain nombre de personnes a réussi à franchir la frontière. Le Bureau pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) déplorait en 2014 que **seulement 30 millions de dollars** avaient effectivement été alloués à la gestion de cette crise sur 127 millions initialement annoncés concernant l'afflux de réfugié-e-s au Tchad [14].

Toujours en 2014, le gouvernement tchadien annonce **la fermeture de sa frontière** avec la Centrafrique rendant donc plus compliqué le passage pour les réfugié-e-s [15]. L'ouverture d'un « **couloir humanitaire** » ne vint pas résoudre le problème, car très mal situé d'un point de vue géographique [16]. Des humanitaires travaillant dans le camp de Dosseye déploraient les incursions sur le territoire tchadien de membres de la milice Séléka, et le départ de certain-e-s jeunes réfugié-e-s du camp pour les rejoindre [17].

Au fur et à mesure du conflit, les milices se divisaient au sein du territoire centrafricain entraînant rapidement une situation incontrôlable malgré le déploiement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA) [18]. Peu de données sont disponibles quant aux nombres exacts d'arrivées dans le camp de Dosseye entre 2014 et 2016.

Des affrontements à Poua (Centrafrique), en décembre 2017 ont conduit à un nouvel afflux de réfugié-e-s dans le camp de Dosseye [19].

Le 6 février 2019, l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation en République Centrafricaine dit « **Accord de Khartoum** » [20] est signé entre l'Etat Centrafricain et 14 groupes armés, sous l'égide de l'Union Africaine et de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale [21]. Toutefois, près des trois quarts du territoire reste aux mains de groupes armés [22].

LA POPULATION ACCUEILLIE



LES RÉFUGIÉ-E-S CENTRAFRICAIN-E-S

690 705

déplacé-e-s à l'intérieur du pays [23]

réfugié-e-s au Cameroun, Tchad, République

703 000

Démocratique du Congo, Congo-Brazzaville, Soudan et Soudan du Sud.

Ces réfugié-e-s au Tchad proviennent de **différentes catégories sociales**. En effet, les réfugié-e-s centrafricain-e-s émanent de toute la société civile : élevage, commerce, fonction publique, etc...

La situation restant toujours délicate en Centrafrique, le retour de ces réfugié-e-s semble prématuré. En **novembre 2019**, le Conseil de Sécurité a prolongé d'un an le mandat de la MINUSCA en Centrafrique [25]. Récemment, **en juin 2021**, le Conseil de Sécurité affirmait leur grande préoccupation en raison de la dégradation sécuritaire du pays [26].



14 219

réfugié-e-s dans le camp de Dosseye (Aout 2021, selon le HCR)



Selon le HCR, en août 2021, plus de 123 000 réfugiés et 2407 demandeurs d'asile centrafricains se trouvaient au Tchad [24].

Au 31 octobre 2019, la quasi intégralité des réfugié-e-s étaient des centrafricain-e-s. Les personnes avaient toutes le statut de réfugié-e à ce moment-là [27].

S'ajoutent **2 525 personnes** qui ont été enregistrées entre décembre 2017 et janvier 2019.

Les réfugié-e-s sont principalement issu-e-s des ethnies **Peulh, Arabe, Kaba et Mbaye**.



Selon le HCR, les personnes présentes dans le camp de Dosseye ont toutes le statut de réfugié-e, ou du moins, c'était le cas en fin d'année 2019, où aucun demandeur-se d'asile n'était enregistré-e [28]. Les réfugié-e-s bénéficieraient donc d'une protection prima facie à leur arrivée.

58% de mineurs dans la population du camp.

LE RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE

LÉGISLATION

Le Tchad a ratifié la **Convention de 1951** relative au statut des réfugié-e-s et le **Protocole de 1967** relatif au statut des réfugié-e-s [29].

INTERVENTION

L'Etat tchadien, à travers la Commission nationale d'accueil et de réinsertion (CNARR) intervient dans **l'administration** du camp de Dosseye. Il assure également **la sécurité** dans le camp à travers la présence de 4 membres des forces de l'ordre provenant du Détachement pour la protection des humanitaires et des réfugié-e-s (DPHR) (janvier 2019) [30].

SOLUTIONS ENVISAGÉES

En outre, le Tchad a adhéré le **3 mai 2018 au Cadre d'Actions Globales pour les Réfugié-e-s** (CRRF) adopté au Sommet des Nations Unies sur les réfugié-e-s et migrant-e-s en septembre 2018.

A cet égard, le gouvernement tchadien a adopté un **Plan de Réponse National pour les Réfugié-e-s** (CRRP) dont les objectifs sont, entre autres, d'améliorer l'environnement de protection des réfugié-e-s et de favoriser des solutions durables.

En 2017, le gouvernement a organisé un **forum national** sur l'inclusion durable et socio-économique des réfugié-e-s.

L'adoption d'une loi nationale sur l'asile garantissant les droits socio-économiques des réfugié-e-s figure parmi les recommandations de ce forum [31].



Aucune information n'est disponible concernant les modalités d'accès au camp, à savoir si le camp est ouvert, fermé ou accessible sous conditions.



LA GESTION DU CAMP

LES GESTIONNAIRES DU CAMP

Selon un document du HCR datant de janvier 2019, plusieurs partenaires officient dans le camp de Dosseye. Le niveau d'informations disponibles quant aux prérogatives exercées par les partenaires et le HCR **reste très faible**.

LES ORGANES GOUVERNEMENTAUX :



Commission Nationale d'Accueil et de Réinsertion des Réfugié-e-s (CNARR) :
Administre le camp.

Détachement pour la Protection des Humanitaires et des Réfugié-e-s :

A assuré la présence de 4 agents de sécurité dans le camp. Le Détachement pour la Protection des Humanitaires et des Réfugié-e-s est une protection dispensée aux travailleur-se-s humanitaires et aux réfugié-e-s par le gouvernement tchadien.

LES ONG ET ASSOCIATIONS :



ACRA :

ACRA est une ONG italienne fondée à Milan en 1968, et engagée depuis plus de cinquante ans dans la coopération internationale, dans la protection des droits de l'homme et dans la lutte contre la pauvreté. Dans le camp de Dosseye, elle s'occupe des aspects liés à la protection de l'enfance et à l'éducation.



ADES :

L'Agence de Développement Economique et Social (ADES) est une ONG de développement et d'action humanitaire fondée en 1993 au Tchad et reconnue organisme d'utilité publique. Elle intervient dans les domaines de développement, de l'urgence, de la réhabilitation, de la prévention des conflits et de la culture de la paix pour les populations dans le besoin. Dans le camp, elle s'occupe des problématiques de santé et d'hygiène.



La FLM :

La Fondation Luthérienne Mondiale est une association religieuse mondiale de 148 Églises de tradition luthérienne, représentant plus de 77 millions de chrétiens dans 99 pays. La FLM est partenaire du HCR concernant l'élevage et l'agriculture ainsi que dans la création d'un centre de formation professionnelle et technique.



African Initiatives for Relief and Development (AIRD) :

Association créée en 2006 soutenant les populations déplacées (catastrophes naturelles ou conflits). Elle est partenaire du HCR concernant la logistique et officie au Tchad depuis 2010.



Association pour la promotion des libertés fondamentales Tchadienne (APLFT) :

Association créée en 1991, de promotion et de défense des droits humains et libertés fondamentales, apolitique, sans but lucratif. Assure une présence afin d'apporter une aide légale et se concentre sur les problèmes de violences sexuelles et basées sur le genre.

SERVICES ASSURÉS DANS LE CAMP

Un document du HCR, en date de janvier 2019, mentionne les services assurés dans le camp [32] :

| ÉDUCATION :

Le HCR rapportait la présence d'une école maternelle (159 élèves), ainsi que celle d'une école primaire (2 147 élèves) pour l'ensemble des enfants présents dans le camp. Les élèves se rendaient alors au lycée de Timberi à 5km du camp. Un centre de formation professionnelle est à disposition.

Il n'y a pas d'information supplémentaire concernant les formations proposées, hormis le fait que 140 personnes ont reçu une formation commerciale, 14 sont formées en informatique et 47 ont reçu une formation technique.

| ACCÈS À L'EAU :

La quantité d'eau disponible par jour et par personne s'élève à **31,2 litres** environ.

40 forages sont disponibles, assurant une production en eau d'environ **673m3 par jour**.

| AIDES MATÉRIELLES :

7105 personnes ont reçu de l'aide et du matériel afin de mener des activités agricoles, d'élevage ou de pêche.



| SANTÉ ET HYGIÈNE :



- Le camp dénombre un **centre de santé** et un **comité mixte de santé**.
- **347** latrines communautaires et **695** latrines familiales se trouvent dans le camp.
- Le camp compte **29** bacs à ordures et **26** aires destinées au lavage.

Le camp de Dosseye, **pendant la période COVID** a été un endroit de mise en quarantaine des nouvelles et nouveaux arrivant-e-s (« 1 304 personnes sur 6 386 ont été mises en quarantaine sur les sites de Gore et Dosseye conformément aux mesures de prévention du COVID 19 ») [33].

ÉTUDE DES PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE



En 2014, le manque de financement a contraint le Programme Alimentaire Mondial (PAM) à réduire les rations alimentaires de **60%** dans les camps de réfugié-e-s du Tchad [34].

La ration par personne était alors de **850 kilocalories au lieu de 2 100** auparavant : sur les 13,5kg distribués par mois et par réfugié-e-s avant la restriction, il ne reste alors que 4,5kg de distribués [35].

Le stock de nourriture supplémentaire pour les femmes enceintes et allaitantes a été **supprimé**, le seul aliment dit « d'urgence » restant étant une pâte de cacahuètes [36]. Un médecin du camp de Dosseye expliquait alors à ce moment-là que le manque de nourriture compromet la prise des

traitements par les personnes souffrant notamment du virus de l'immunodéficience humaine (VIH) car les médicaments doivent être pris au cours des repas [37]. Aucune information récente ne permet d'établir une évolution de la situation.

VIOLENCES ET TENSIONS



Des tensions entre les réfugié-e-s au sein du camp se sont rapidement fait ressentir **dès 2014**.

En effet, selon un expert pour l'ONG International Crisis Group, les habitant-e-s provenant de la capitale centrafricaine, Bangui, ont rapidement préféré rester à l'écart des autres personnes dans le camp [38].

CONFLITS AVEC LA POPULATION DE L'ÉTAT HÔTE ET SÉCURITÉ

Des incidents entre tchadien-ne-s et centrafricain-e-s pratiquant l'élevage ont **éclatés à plusieurs reprises**, malgré la présence des forces armées tchadiennes chargées du maintien du calme [39].

En 2014, les forces armées tchadiennes assuraient le maintien du calme dans la région du camp [40]. Il n'y a pas d'information actualisée concernant ce fait.

Le gouvernement tchadien a détaché **4 agents de sécurité dans le camp**, présents en 2019 [41] (Détachement pour le Protection des Humanitaires et des Réfugié-e-s [42]).

Il n'y a pas d'élément actualisé permettant de savoir si ces agents sont encore présents ou non [43].



SOURCES ET RÉFÉRENCES

- [1] UNHCR, Fiche d'information – Camp de DOSSEYE, Janvier 2019, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Prof%20Dosseye%20janv.2019.pdf>
- [2] De CLERMONT (J-A), « Surmonter la crise en Centrafrique », *Études*, 2015/2 (février), pp. 7-17, <https://www.cairn.info/revue-etudes-2015-2-page-7.htm>, consulté le 04/04/2020
- [3] LOMBARD (L), « Rébellion et limites de la consolidation de la paix en République centrafricaine », *Politique africaine*, 2012/1 (N° 125), p. 189-208, <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2012-1-page-189.htm>, consulté le 04/04/2020
- [4] SAWADOGO (A K), « République centrafricaine. Qui va sauver Bozizé ? », *Courrier International*, 26 décembre 2012, <https://www.courrierinternational.com/article/2012/12/26/qui-va-sauver-bozize>, consulté le 25/09/2020
- [5] LOMBARD (L), « Rébellion et limites de la consolidation de la paix en République centrafricaine », op.cit.
- [6] Ibid.
- [7] N. NORMAND, *Le grand livre de l'Afrique*, Edition Eyrolles, Deuxième tirage 2019, p.111
- [8] De CLERMONT (J-A), « Surmonter la crise en Centrafrique », op. cit.
- [9] Ibid.
- [10] N. NORMAND, *Le grand livre de l'Afrique*, op.cit., p.111
- [11] T. LOUBIERE, « Six clés pour comprendre le conflit en République centrafricaine », *Le Monde*, 14 mai 2014, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/12/05/republique-centrafricaine-le-conflit-en-six-points_3526169_3212.html, consulté le 06/04/20
- [12] International Crisis Group (ICG), *Le sort des réfugiés centrafricains au sud du Tchad*, Par Thibaud Lesueur, 10 novembre 2014, <https://www.crisisgroup.org/fr/afrique/central-afrique/central-african-republic/car-fate-refugees-southern-chad> consulté le 05/04/2020.
- [13] Ibid.
- [14] Ibid.
- [15] Ibid.
- [16] Ibid.
- [17] Ibid.
- [18] E. ABOU EZ, « Centrafrique: des repères pour comprendre le conflit », *France Info*, 2 mai 2018 https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/centrafrique-des-reperes-pour-comprendre-le-conflit_3054965.html, consulté le 17/03/20
- [19] OCHA, Tchad : Flash Info - Mission ECHO à Goré du 12 au 15 mars, 19 mars 2018, <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/chad/document/tchad-flash-info-mission-echo-%C3%A0-gor%C3%A9-du-12-au-15-mars-19-mars-2018>, consulté le 18/11/2019
- [20] Pour voir le texte intégral : <https://www.hdcentre.org/wp-content/uploads/2019/02/Accord-pour-la-paix-et-la-r%C3%A9conciliation-en-Centrafrique.pdf>
- [21] « RCA: que contient l'accord politique négocié à Khartoum? », RFI, 8 Février 2019 <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20190208-rfi-rca-accord-politique-signe-khartoum>, consulté le 17/02/20
- [22] POM (P-S), NOAH (S), « Réfugiés centrafricains : le retour au pays, après sept ans d'exil au Cameroun », *France 24*, 9 mars 2020, <https://www.france24.com/fr/afrique/20200309-r%C3%A9fugi%C3%A9s-centrafricains-le-retour-au-pays-apr%C3%A8s-7-ans-d-exil-au-cameroun>, 6.00min, consulté le 15 avril 2020
- [23] UNHCR, Portail opérationnel – Réponse régionale à la crise centrafricaine – Pays d'asile des réfugiés centrafricain, 31 août 2021, <https://data2.unhcr.org/fr/situations/car>, consulté le 15/09/2021
- [24] UNHCR, Statistiques des personnes relevant de la compétence du HCR, août 2021, <https://data2.unhcr.org/fr/documents/details/88482>
- [25] Nations Unies, Couverture des réunions, CS/14022, « République centrafricaine: le Conseil de sécurité reconduit pour un an le mandat de la MINUSCA et ajoute à ses priorités l'assistance électorale », 15 novembre 2019, (Document non officiel), <https://www.un.org/press/fr/2019/cs14022.doc.htm> consulté le 04/03/2020
- [26] Nations Unies, Couverture des réunions, CS/14558, « République centrafricaine: le Conseil de sécurité alerté d'une situation sécuritaire mettant en péril les acquis fragiles de la paix », 23 juin 2021, (Document non officiel), <https://www.un.org/press/fr/2021/cs14558.doc.htm>, consulté le 15/09/2021
- [27] HCR, Chiffres des personnes relevant de la compétence du HCR au Tchad (résumé), 31 octobre 2019, p.4, <https://reliefweb.int/report/chad/chiffres-des-personnes-relevant-de-la-comp-tence-du-hcr-au-tchad-r-sum-la-date-du-7>, consulté le 16/09/2021
- [28] HCR, Chiffres des personnes relevant de la compétence du HCR au Tchad, op.cit.
- [29] Textes en intégralité : <https://www.unhcr.org/fr/4b14f4a62.html>
- [30] UNHCR, Fiche d'information – Camp de DOSSEYE, Janvier 2019, op.cit.
- [31] HCR, Tchad, plan de réponse pays pour les réfugiés 2019-2020, 20 mars 2019, p. 20, <http://reporting.unhcr.org/sites/default/files/Chad%20Country%20RRP%202019-2020%20-%20March%202019.pdf> - extrait de la fiche d'Amboko (Tchad) réalisé par Issagha DIALLO, <https://www.o-cr.org/wp-content/uploads/2020/10/Amboko-Tchad.pdf>
- [32] UNHCR, Fiche d'information – Camp de DOSSEYE, op. cit.
- [33] Chad Emergency update – external, 01 february 2021, Influx of Central African refugees in the South (Logone Oriental Province)
- [34] C. SCHMITT, « En sécurité, mais à peine de quoi se nourrir », UNHCR, 02 juillet 2014 <https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2014/7/53b404f96/secure-peine-nourrir.html>, consulté le 20/02/20
- [35] Ibid.
- [36] Ibid.
- [37] Ibid.
- [38] International Crisis Group (ICG), *Le sort des réfugiés centrafricains au sud du Tchad*, op.cit.
- [39] Ibid.
- [40] Ibid.
- [41] UNHCR, Fiche d'information – Camp de DOSSEYE, op. cit.
- [42] UNHCR, Appel global 2014-2015 du HCR, op. cit.
- [43] Ibid.